



**PRÉFET
DE L'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement Centre-Val de Loire**

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
CS 70527
28019 CHARTRES CEDEX

Orléans , le 24/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ Organique

Vallée de Pérollet
28140 GUILLONVILLE

Références : VAT20220160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement SUEZ Organique implanté Vallée de Pérollet 28140 GUILLONVILLE . L'inspection a été annoncée le 07/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ Organique
- Vallée de Pérollet 28140 GUILLONVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0010007883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SUEZ ORGANIQUE est une filiale de SUEZ R et V. Elle exploite une installation de compostage de boues de station d'épuration collectives et de déchets verts provenant de déchetteries, de coopératives agricoles ou de l'industrie agro-alimentaire. Le compost produit est ensuite vendu aux agriculteurs ou aux coopératives agricoles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites réservées aux visites d'inspection des 12 décembre 2017 et 15 juin 2020 non soldées
- Respect des prescriptions réglementaires relatives à l'exploitation des installations de compostage
- Les risques d'incendie.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 42	/	Sans objet
Incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19	/	Sans objet
Compostage	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
Compostage	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 57	/	Sans objet
Compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 37	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC2 VI12/12/2017	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 20	/	Sans objet
NC1 VI15/06/2020	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article Annexe 1	/	Sans objet
NC2* VI15/06/2020	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 11	/	Sans objet
R1 VI15/06/2020	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30	/	Sans objet
Compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 14	/	Sans objet
Compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 15	/	Sans objet
Compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 19	/	Sans objet
Incendie	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 5	/	Sans objet
Incendie	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 5	/	Sans objet
Compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 14	/	Sans objet
Compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 16	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 16	/	Sans objet
Compostage	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC2 VI12/12/2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Ecrans de végétation.
Prescription contrôlée : L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et autres matières en mettant en place des écrans de végétation autour de l'installation.
Constats : Conforme.
Observations : Constat du 12/12/2017 : L'installation ne dispose pas d'écran de végétation sur tout son périmètre (NC2). Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'écran de végétation le long du chemin longeant le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC1 VI15/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Compostage avec aération par retournements.
Prescription contrôlée : Process : - 3 semaines de fermentation aérobie au minimum - au moins 3 retournements espacés d'au moins 3 jours - 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.
Constats : Conforme.
Observations : Constat du 15/06/2020 : L'exploitant n'effectue pas au moins trois retournements (NC1). Le jour de l'inspection, consultation d'une fiche de fabrication d'un lot de compost : les trois retournements espacés d'au moins trois jours sont indiqués sur la fiche. Présentation du relevé des températures : les températures mesurées pendant 72 heures sont supérieures à 55°C.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2* VI15/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des entrants.
Prescription contrôlée : La liste des natures de déchets et de matières que l'exploitant est autorisé à admettre dans son installation de compostage est présente en annexe .
Constats : Conforme.
Observations : Constat du 15/06/2020 : Admission de déchets non autorisés (cendres sous chaudière biomasse) (NC2*). Consultation du registre des déchets entrants au titre de l'année 2021 : aucun déchet non autorisé n'a été admis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : R1 VI15/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion par lots.
Prescription contrôlée : [...] Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage.
Constats : Conforme.
Observations : Constat du 15/06/2020 : Indiquer les numéros des andains sur les documents de suivi quotidien du process de compostage (R1). Le jour de l'inspection, consultation d'une fiche de fabrication d'un lot de compost. Indication des numéros des andains pour chaque étape du process de compostage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des tas et andains de matières fermentescibles.
Prescription contrôlée : La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.
Constats : Conforme.
Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté que la hauteur des tas et andains de matières fermentescibles ne dépasse pas trois mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des stocks de compost.
Prescription contrôlée : La hauteur des maximale des stocks de compost est limitée à 3 m.
Constats : Conforme.
Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté que la hauteur des stocks de compost ne dépasse pas trois mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de sortie.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant : <ul style="list-style-type: none">- la date d'enlèvement de chaque lot- les masses et caractéristiques correspondantes- le ou les destinataires et les masses correspondantes.
Constats : Conforme.
Observations : Le jour de l'inspection, consultation du registre de sortie comportant la date d'enlèvement de chaque lot, les masses et caractéristiques correspondantes, le ou les destinataires et les masses correspondantes. L'exploitant a précisé que le registre ne comportait pas de matières intermédiaires. Sur le site, toutes les matières intermédiaires (refus de criblage) sont réintroduites dans le procédé de fabrication du compost.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs d'entreposage.
Prescription contrôlée : Les dispositifs permanents d'entreposage de déchets et d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Le volume nécessaire est au minimum de 800 m ³ .
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un volume minimum de 800 m ³ pour l'entreposage des déchets lorsque l'épandage est impossible ou interdit par l'étude préalable.
Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté l'absence de dispositif permanent d'entreposage des déchets pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Contrat.
Prescription contrôlée : L'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes : producteur de déchets ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage, producteur de déchets ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains.
Constats : L'exploitant a établi des contrats avec les deux agriculteurs exploitant les terres où les déchets (compost non normé) peuvent être épandus. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les contrats établis avec les deux agriculteurs.
Observations : L'exploitant a établi des contrats avec les deux agriculteurs exploitant les terres où les déchets (compost non normé) peuvent être épandus. L'opération d'épandage est réalisée par ces deux agriculteurs. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les deux contrats non disponibles sur le site le jour du contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Accès.
Prescription contrôlée : Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Voies de circulation.
Prescription contrôlée : Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.
Constats : Conforme.
Observations : Le jour de l'inspection, les voies de circulation et d'accès sont délimitées, en état de propreté et dégagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie.
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : d'un ou plusieurs appareils d'incendie d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières, avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau.
Constats : Le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie dans la lagune d'un volume de 2000 m ³ n'est pas matérialisé.
Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté que la lagune d'un volume de 2 000 m ³ où sont recueillies les eaux de ruissellement des aires imperméabilisées peut être utilisée en tant que réserve d'eau destinée à l'extinction. Néanmoins, le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie n'est pas matérialisé. L'exploitant a précisé qu'il envisageait la mise en place d'une bâche souple permettant de disposer du volume requis pour assurer la défense contre l'incendie en lieu et place de la lagune.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Temps de séjour
Prescription contrôlée : Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées ou stabilisées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines.
Constats : Conforme.
Observations : Le temps de séjour des matières est indiqué dans la fiche de fabrication d'un lot de compost.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Document de suivi par lot.
Prescription contrôlée : L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication. [...] Il tient à jour un document de suivi par lot [...]
Constats : Conforme.
Observations : La fiche de fabrication d'un lot de compost reprend le suivi par lot tel que mentionné à l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2013.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Durée de compostage
Prescription contrôlée : [...] La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.
Constats : Conforme.
Observations : La durée du compostage est indiquée sur la fiche de fabrication d'un lot de compost.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrement de l'admission des déchets
Prescription contrôlée : Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de - la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues - l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante - pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte - la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature.
Constats : Conforme.
Observations : Consultation du registre informatisé où est disponible l'enregistrement des différents items mentionnés à l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2013.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet entrant - s'il s'agit de déchets POP - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD - la quantité de déchets entrants en tonnes ou m³ - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD) - le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.
<p>Constats : Le registre des déchets entrants ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p>Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté que le registre des déchets entrants disponible sur le site ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. [...] Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers.
Constats : Le bordereau de suivi de déchets relatif au curage du séparateur d'hydrocarbures est incomplet.
Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté que le bordereau de suivi de déchets relatif au curage du séparateur d'hydrocarbures est incomplet. Les informations concernant le traitement final du déchet ne sont pas renseignées. La date de validité du récépissé du transporteur du déchet est échue au 2 août 2021 alors que le déchet a été pris en charge par le transporteur le 13 septembre 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet